

## MASTER

### REGLEMENT DES ETUDES

**ANNEE UNIVERSITAIRE : 2021- 2022**

**COMPOSANTE ELEMENTAIRE :** *FACULTE DE DROIT*

**DOMAINE :** DEG

**DIPLOME :** *MASTER* **NIVEAU :** *M1 et M2*

**Mention :** Droit privé

**Parcours-type :** Droit des personnes et de la famille

**Régime/ Modalités :**

**Régime :** X formation initiale X formation continue

**Modalités :** présentiel

**DATE D'ARRETE D'ACCREDITATION PAR LE MINISTERE :** 2 juin 2021

**RESPONSABLE DE LA MENTION :** Anne-Sophie BRUN-WAUTHIER et Etienne VERGES

**RESPONSABLE DU PARCOURS :** ANNE-SOPHIE BRUN-WAUTHIER

**GESTIONNAIRE :** Amélie BERVOETS

## I – DISPOSITIONS GENERALES

### **Article 1 : Objectifs et compétences acquises lors de la formation**

Le master Droit des personnes et de la famille poursuit un double objectif : la première année permet aux étudiants de consolider les compétences dans les matières fondamentales du droit privé ; la seconde année vise à approfondir les matières du droit des personnes et de la famille, spécialisant les étudiants dans ces matières, dans leurs aspects tant extrapatrimoniaux que patrimoniaux.

Les cours proposés combinent droit substantiel et mécanismes du contentieux. Les étudiants suivent en effet des cours généraux et des cours spécifiques en procédure civile et en droit de la preuve, leur permettant d'acquérir une vision transversale nécessaire à leur insertion professionnelle.

L'objectif est l'acquisition de compétences théoriques, mais également pratiques pour la gestion contentieuse ou non contentieuse de situations dans le domaine du droit des personnes et de la famille. Le master prépare ainsi aux professions judiciaires ainsi qu'à d'autres métiers dans lesquels des compétences en droit des personnes et de la famille sont requises.

### **Article 1 bis : Conditions d'accès**

Des capacités d'accueil sont fixées pour le master 1.

L'admission dans le master 1 est subordonnée à l'examen du dossier du candidat. Peuvent candidater en master 1 les titulaires d'une licence en droit délivrée par l'Etat français, les titulaires d'un diplôme équivalent étranger ainsi que les candidats ayant satisfait à l'une des procédures de validation des études, des acquis professionnels et personnels selon les dispositions en vigueur.

Hors le cas particulier de la césure, les étudiants ayant validé le master 1 dans l'année qui suit leur admission poursuivent leurs études dans le master 2.

L'admission en Master 2 d'étudiants provenant de tout autre parcours est soumise à l'examen du dossier du candidat et à l'observation de la procédure de sélection en vigueur.

## II – ORGANISATION DES ENSEIGNEMENTS

### Article 2 : Organisation générale des enseignements

La formation est organisée en : 4 semestres et en 13 unités d'enseignement.

**Volume horaire de la formation par année en CM : M1 : 393 h M2 : 274 h**

### Article 3 : Composition des enseignements

Se reporter au tableau des **Modalités de Contrôle des Connaissances et des compétences** de la formation (Tab. MCCC)

#### **Commentaires sur certains éléments du Tableau MCCC :**

**- Langues vivantes étrangères** : Anglais juridique. L'anglais juridique est enseigné en master 1 ou en master 2.

L'étudiant qui le souhaite peut suivre un enseignement de langue supplémentaire à titre de bonification.

#### **- Stages**

Tout stage fait l'objet d'une convention. Le stage doit être approuvé par le responsable pédagogique du master et réalisé sous la direction d'un maître de stage qui encadre l'étudiant sur le lieu du stage.

En fonction de la durée, du lieu de stage, il donne éventuellement lieu à gratification par application des dispositions légales et réglementaires en vigueur.

Les stages, sauf dérogation du Doyen, doivent se dérouler en dehors des enseignements et des examens.

Il est possible de valider une expérience au titre d'un stage via un contrat pédagogique : service civique et expérience professionnelle.

En aucun cas, un stage ne devra se poursuivre après le 30 septembre de l'année universitaire en cours.

**En master 1**, le stage est facultatif.

**En master 2**, le stage est obligatoire.

Durée du stage : 2 à 6 mois

Le stage dans un même établissement d'accueil ne pourra pas excéder 924 h (équivalant à 6 mois à temps plein) par année universitaire en dehors des heures de cours.

#### **- Travail de recherche et rapport de stage en master 2 :**

##### **Travail de recherche :**

Les étudiants doivent préparer, sous la direction d'un enseignant du master, un travail de recherche portant sur un sujet juridique de leur choix, soumis à l'approbation du responsable pédagogique du master. Ce sujet doit s'inscrire dans le champ des enseignements dispensés dans le Master.

Les étudiants doivent assister à des séances de préparation au travail de recherche, lesquelles peuvent être mutualisées entre mentions et parcours de master, ou être proposées par la Faculté de droit pour tous les étudiants de master.

Le travail de recherche donne lieu à une soutenance qui doit avoir lieu au plus tard le 15 septembre de l'année en cours. Il devra être déposé au minimum 15 jours avant la date de la soutenance. Le travail de recherche doit être remis en format papier (2 exemplaires) et numérique. La non-remise du mémoire dans les délais et dans les formats requis induira une défaillance de l'étudiant à cette épreuve.

La note attribuée au travail de recherche se décompose en deux, avec pour partie une note attribuée au travail de recherche à proprement parler et, pour l'autre partie, une note attribuée à la prestation orale.

##### **Rapport de stage :**

Le stage obligatoire donne lieu à la rédaction d'un rapport préparé sous la direction du maître de stage. Ce rapport doit parvenir au responsable pédagogique du master avant le 1<sup>er</sup> septembre de l'année en cours, en format papier et numérique. La note de stage est fixée par le responsable pédagogique au vu du rapport et de l'évaluation de l'étudiant par le maître de stage.

La non-remise du rapport dans les délais et dans les formats requis induira une défaillance de l'étudiant à cette épreuve.

Si, à titre exceptionnel, un étudiant a été dispensé de stage, la note de stage est neutralisée.

### III – CONTROLE DES CONNAISSANCES ET DES COMPETENCES

#### Article 4 : Modes de contrôles

##### 4.1 - Les modalités de contrôle

Se reporter au tableau des Modalités de Contrôle des Connaissances et des Compétences joint.

##### 4.2 - Assiduité aux enseignements

###### En master 1 :

La présence aux séances de travaux dirigés, aux séminaires, aux conférences de praticiens et aux enseignements de langues est obligatoire et aucune dispense d'assiduité ne sera délivrée.

Toute absence doit être justifiée au plus tard une semaine après la reprise des cours auprès des services de scolarité. En cas d'absence, même justifiée, à trois séances ou plus dans une matière, l'étudiant est considéré comme défaillant au contrôle continu dans cette matière. Il sera également défaillant dans l'unité correspondante et au semestre et ne pourra valider son année.

Pour l'enseignement d'anglais juridique en cas d'absence, même justifiée, à quatre séances ou plus, l'étudiant est considéré comme défaillant dans cette matière. Il sera également défaillant dans l'unité correspondante et au semestre et ne pourra valider son année.

A titre exceptionnel et après examen de la demande formulée par l'étudiant, le Doyen de la Faculté peut lever le constat de défaillance. La demande de levée de défaillance, accompagnée de justificatifs, doit être formulée au plus tard, dans un délai de 15 jours suivant la mise en ligne des notes de TD de la matière concernée. Si la défaillance est levée, la mention DEF sera remplacée par la note de contrôle continu établie par le chargé de travaux dirigés s'il dispose des éléments d'appréciation nécessaires à l'évaluation de l'étudiant ; dans le cas contraire, la note sera « 0 ».

###### En master 2 :

La présence aux enseignements est obligatoire. Toute absence doit être justifiée.

En cas d'absence, même justifiée, à trois séances ou plus dans une matière, l'étudiant est considéré comme défaillant.

Sur production de justificatifs établissant le caractère involontaire des absences, le Doyen de la Faculté peut annuler le constat de défaillance. Dans ce cas, une note est attribuée. Si l'enseignant ne dispose pas des éléments d'appréciation nécessaires à l'évaluation de l'étudiant, la note attribuée sera « 0 ».

#### Article 5 : Validation, compensation, valorisation, capitalisation

##### 5.1 – Règles générales d'obtention des UE, semestre, année

<b>Année</b>	Moyenne pondérée des semestres $\geq 10/20$ Les semestres de M1 sont compensables. Les semestres de M2 sont compensables.
<b>Semestre</b>	Moyenne pondérée des UE $\geq 10/20$ Un semestre peut être acquis par <b>compensation</b> semestrielle entre ces UE (moyenne générale au semestre $\geq 10/20$ ).
Bloc de connaissances et de compétences (BCC) <b>Mise en œuvre différée</b>	Le bloc de connaissances et de compétences est un ensemble cohérent d'UE visant à valider et à attester l'acquisition d'ensembles homogènes et cohérents de compétences. Le bloc de connaissances et de compétences peut être acquis : - soit par <b>validation</b> de chacune des UE qui le composent (note $\geq 10/20$ ), - soit par <b>compensation</b> entre ces UE (moyenne générale $\geq 10/20$ ).

<p>UE</p>	<p>Moyenne pondérée des matières <math>\geq 10/20</math></p> <p>Si une UE est composée d'EC et, le cas échéant, de matières, elle peut être acquise par compensation entre ces EC ou matières (moyenne générale à l'UE <math>\geq 10/20</math>).</p>
<p><b>Élément Constitutif (EC) ou Matières le cas échéant</b></p>	<p>Moyenne pondérée des épreuves <math>\geq 10/20</math></p>
<p><b>5.2 – Compensation / Renonciation à la compensation</b></p>	
<p>Il est possible de renoncer à la compensation à l'issue de la première session, au sein d'un semestre, dans le cas où un étudiant souhaite pouvoir améliorer ses résultats de manière significative lors de la deuxième session, en se représentant aux UE non acquises (note <math>&lt; 10/20</math>). Toutes les matières, acquises comme non acquises, de cette UE devront être repassées.</p> <p>La renonciation à la compensation entraîne la renonciation à l'obtention, du semestre, de l'année, du diplôme en évaluation initiale.</p> <p>Les demandes de renonciation doivent être adressées par écrit au jury et déposées au service scolarité dans les 3 jours ouvrables qui suivent l'affichage des résultats d'évaluation initiale.</p>	
<p><b>5.3 – Valorisation</b></p>	
<p><b>Reconnaissance de l'engagement étudiant</b></p>	<p>Valorisation de l'engagement de l'élue étudiant (extrait du statut de l'élue étudiant voté à la CFVU du 01/12/2016) :</p> <p>Afin de valoriser l'engagement majeur qu'est être élue, l'université met en place une bonification dont le barème a été voté lors de la CFVU du 13 juillet 2017. Afin d'assurer l'indépendance des élus, cette bonification sera accordée à tous les élus ayant siégé physiquement au moins à la moitié des conseils et des groupes de travail auxquels ils sont élus et/ou nommés. Elle n'est pas cumulable avec un ETC valorisant également l'engagement dans les instances de l'UGA.</p> <p>Attention : le bénéfice de la bonification pour l'élue étudiant est incompatible sur le même semestre avec tout autre dispositif de valorisation de l'engagement étudiant (ETC « engagement associatif et syndical », dispositifs ad hoc mis en place par les composantes, etc.)</p>
<p><b>Reconnaissance de l'engagement de l'étudiant dans les activités de la vie associative, sociale et professionnelle</b></p>	<p>La loi n°2017-86 du 27 janvier 2017 prévoit un <b>principe de validation</b> au titre d'une formation suivie des compétences, connaissances et aptitudes acquises par un étudiant à l'occasion d'un engagement dans les activités de la vie associative, sociale et professionnelle.</p> <p><b>Les activités visées par ces aménagements sont les suivantes :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Étudiants salariés (10h en moyenne par semaine sur une durée minimum de 3 mois)</li> <li>- Étudiants membres du bureau d'une association</li> <li>- Étudiants en service civique</li> <li>- Sapeurs-pompiers</li> <li>- Militaires dans la réserve opérationnelle</li> <li>- Volontariat des armées</li> <li>- Étudiants chargés de famille</li> </ul> <p><b>A la Faculté de droit, conformément au cadrage prévu par l'UGA, les modalités de reconnaissance de l'engagement étudiant sont les suivantes :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- <b>Les aménagements :</b></li> </ul> <p>L'assiduité en contrôle continu et aux examens du contrôle terminal demeure imposée. Toutefois, sur production de justificatifs, la Faculté de droit s'efforce de proposer des aménagements : changement de groupe de TD et absence justifiée au regard de l'engagement. Le contrat pédagogique précisera la nature des aménagements mis en place et/ou les modalités de validation.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- <b>La bonification :</b></li> </ul> <p>Sur présentation de justificatifs, les étudiants membres du bureau d'une association recevant une subvention de la Faculté de droit, les étudiants en services civiques, les étudiants sapeurs-pompiers, les étudiants militaires dans la réserve opérationnelle, les étudiants assurant un volontariat des armées peuvent obtenir une bonification de la Faculté de droit. La Faculté de droit</p>

	attribue cette bonification au regard d'un document attestant l'engagement à partir duquel un arrondi, qui ne peut excéder 0,5 pt, est ajouté à la moyenne générale de l'étudiant du semestre pour lequel la bonification est demandée. Cette bonification est incompatible avec toute autre bonification relative à l'engagement étudiant, notamment l'ETC « engagement associatif et syndical » proposé par l'UGA.
<b>Reconnaissance de l'engagement de l'étudiant dans les activités de tutorat</b>	La Faculté de droit attribue une bonification aux étudiants exerçant une activité de tutorat auprès des étudiants de la Faculté de droit. L'engagement est valorisé en ajoutant un arrondi, qui ne peut excéder 0,25 pt, à la moyenne du semestre ou de chacun des semestres pour lequel le tutorat est réalisé.
<b>5.4 – Capitalisation</b>	
<p>Une UE définitivement acquise ne peut pas être repassée.</p> <p>En conséquence, les UE et les crédits ECTS correspondants sont définitivement acquis et capitalisables dès lors que l'étudiant y a obtenu la moyenne.</p> <p>Les éléments constitutifs (EC) crédités d'ECTS sont capitalisables.</p> <p>Les matières sans crédits ne sont pas capitalisables.</p>	

## IV- EXAMENS

<b><u>Article 6 : Modalités d'examen</u></b>	
<b>6-1 - Gestion des absences aux examens</b>	
<b>Absence aux Contrôles Continus (CC)</b>	<p>Les étudiants en absence injustifiée (ABI) sont considérés comme défaillants à l'épreuve de Contrôle Continu (CC) concernée.</p> <p>Les étudiants en absence justifiée (ABJ) se voient affecter un zéro à l'épreuve de CC, sauf s'il est possible de leur proposer une épreuve de rattrapage.</p>
<b>Absence aux Evaluations Terminales (ET) de 1<sup>ère</sup> session</b>	Les étudiants en absence injustifiée (ABI) et justifiée (ABJ) sont considérés comme défaillants à l'ET concernée.
<b>Absence aux Examens Terminaux (ET) de session de rattrapage</b>	<p>Les notes de 1<sup>ère</sup> session sont reportées.</p> <p>Si l'étudiant a renoncé à la compensation au titre de l'article 5.2, il est défaillant.</p> <p>En cas de défaillance à la première session, la défaillance est maintenue.</p>
<b>6-2 - Adaptation des modalités d'évaluation dans des circonstances exceptionnelles</b>	
<p>Conformément à l'article 14 de l'Arrêté du 30 juillet 2018 modifiant l'arrêté du 22 janvier 2014 fixant le cadre national des formations conduisant à la délivrance des diplômes nationaux de licence, de licence professionnelle et de master : « <i>Lorsqu'ils sont confrontés à des situations exceptionnelles affectant le déroulement normal des examens, les établissements peuvent adapter les modalités d'évaluation en garantissant la qualité des diplômes délivrés, notamment en recourant aux usages du numérique.</i> »</p> <p>Ces modifications de MCCC doivent faire l'objet d'un vote en CFVU.</p>	
<b><u>Article 7 : Organisation de la session de rattrapage</u></b>	
<b>Intervalle entre les deux sessions</b>	La session de rattrapage est organisée, dans la mesure du possible, au minimum quinze jours après la publication des résultats de la session initiale.

<p><b>Report de note de la session 1 en session de rattrapage</b></p>	<p>En cas d'échec à un semestre :</p> <p><b>UE acquises :</b> une UE dont la note est supérieure ou égale à 10 est définitivement acquise. Aucune matière ou aucun EC constitutifs de cette UE ne peuvent être repassés.</p> <p><b>UE non-acquises :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Si la moyenne de l'UE non acquise peut être compensée par une ou plusieurs autres UE, alors le semestre est validé par compensation. L'étudiant peut toutefois renoncer à la compensation dans les conditions de l'article 5.2.</li> <li>- Si la moyenne de l'UE non acquise n'est pas obtenue malgré la compensation, alors seules les matières dont la note est inférieure à 10 peuvent être repassées. Les notes des matières acquises sont automatiquement conservées pour la session de rattrapage</li> </ul> <p>Quelle que soit la note de session de rattrapage, elle remplace la note de session 1.</p>
---	---

### **Article 8 : Jury**

Le Doyen de la Faculté désigne la composition du jury d'examen, compétent pour le niveau M1 et le niveau M2 de chacun des masters ou parcours de master. Les jurys comprennent au moins trois membres et sont présidés par les professeurs, les maîtres de conférences ou les personnels assimilés.

Les décisions du jury, en ce qui concerne les notes et le résultat final, sont définitives et sans appel.

Le jury est souverain et peut, par une délibération spéciale, attribuer ou non des « points-jury » pour permettre à l'étudiant d'obtenir la note ou la moyenne requise.

L'étudiant qui constate une erreur dans la retranscription de ses résultats doit le signaler à la scolarité dans les 3 jours suivant la publication des résultats.

Il est préconisé que les jurys de M1 se réunissent au plus tard mi-juillet de l'année universitaire en cours pour les 2 sessions. Si cette préconisation ne peut pas être suivie pour des raisons pédagogiques, ces jurys doivent obligatoirement se réunir au plus tard mi-juillet pour la 1<sup>ère</sup> session et au plus tard le 10 septembre pour la session de rattrapage.

Les jurys de session de rattrapage de M2 (ou session unique le cas échéant) devront se réunir au plus tard le 30 septembre de l'année universitaire en cours.

### **Article 9 : Communication des résultats**

Les résultats sont affichés sur le lieu de formation et/ou sur l'Environnement Numérique de Travail (ENT) des étudiants.

## **V- RESULTATS**

### **Article 10 : Redoublement**

**Redoublement en M1 et en M2 : le redoublement n'est pas de droit.**

Les étudiants qui souhaitent redoubler doivent le demander expressément. Leur demande est examinée par la commission d'admission. En cas d'admission, ils doivent respecter les conditions d'inscription.

### **Article 11 : Admission au diplôme**

#### **11-1 – Diplôme intermédiaire de Maîtrise**

La maîtrise est obtenue par compensation entre les 2 semestres de M1.

#### **11-2 – Diplôme de Master**

**Le master est obtenu lorsque l'étudiant a validé indépendamment le M1 et le M2.**

La note de Master est calculée à partir de la moyenne des notes des 4 semestres (si l'étudiant a effectué une partie de son cursus dans une autre formation, les semestres correspondant sont neutralisés) ;

L'obtention du diplôme emporte la validation de l'ensemble des blocs de connaissances et compétences – *mise en œuvre différée*

**11-3 – Règles d'attribution des mentions**

La mention est calculée sur la base de la moyenne générale au diplôme, qu'il soit obtenu en session 1 ou en session de rattrapage.

Moyenne  $\geq 10$  et  $< 12$  = mention passable

Moyenne  $\geq 12$  et  $< 14$  = mention Assez Bien

Moyenne  $\geq 14$  et  $< 16$  = Bien

Moyenne  $\geq 16$  = Très Bien

**11-4 – Délivrance du Supplément au diplôme de Master**

Le Supplément au diplôme de Master est délivré sur demande de l'étudiant.

**VI- DISPOSITIONS DIVERSES**

**Article 12 : Césure**

La césure est une période pendant laquelle un étudiant, inscrit **dans une formation initiale** d'enseignement supérieur, suspend temporairement ses études dans le but d'acquérir une expérience personnelle ou professionnelle, soit en autonomie, soit encadré dans un organisme d'accueil en France ou à l'étranger (Code de l'éducation, article D. 611-13).

Elle est effectuée sur la base d'un strict volontariat de l'étudiant qui s'y engage et ne peut être rendue nécessaire pour l'obtention du diplôme préparé avant et après cette suspension. Elle ne peut donc pas comporter un caractère obligatoire.

**Chaque cycle d'études ouvre droit à une seule période de césure. Elle peut débuter dès l'inscription dans la formation et s'achève au plus tard avant le dernier semestre de la fin de cette formation quelle que soit la durée du cycle d'études.**

**Article 13 : Déplacements**

Les étudiants pourront dans le cadre de leur scolarité être amenés à effectuer certains déplacements pour participer à des activités à l'extérieur des locaux de l'université.

**Article 14 : Études dans une université étrangère, le cas échéant**

Une mobilité pour étudier dans une université étrangère, à l'année ou au semestre, est possible dans le cadre des accords d'échanges internationaux de l'université ou de la composante.

Elle est conditionnée à l'accord préalable du responsable du parcours (ou, *a minima*, du responsable des relations internationales de la composante, de la DGD-DIT et des responsables de l'université d'accueil).

Les dispositions font l'objet d'un contrat pédagogique signé avec l'étudiant, en accord avec le responsable du parcours et approuvé par le responsable des relations internationales de la composante. Le contrat pédagogique précise l'université d'accueil, la nature des UE suivies et les obligations de l'étudiant en échange et les modalités de transcription des notes.

Pour chaque université partenaire et pour chaque discipline, les transcriptions de notes se feront, sur la base de grilles de conversion de notes, établies par la composante et consultables auprès de sa cellule RI.

Toutes les transcriptions de notes feront l'objet d'une délibération en jury de diplôme.

**Article 15 : Dispositions pour les publics à besoins spécifiques (hors dispositif énoncé art. 5.3 pour les étudiants engagés)**

Des **aménagement**s dans l'organisation et le déroulement des études sont mis en place selon les spécificités de la formation et les

possibilités de l'équipe pédagogique pour les publics suivants :

- Etudiants engagés dans plusieurs cursus
- Sportifs de haut niveau (cf. Charte du sport de haut niveau)
- Artistes de haut niveau
- Etudiants en situation de handicap
- Chargés de famille, étudiantes enceintes
- Réserve citoyenne de l'éducation nationale

Ces aménagements seront précisés dans le contrat pédagogique.

### **Article 16 : Discipline générale**

Le respect et l'assiduité s'imposent. Les manquements graves pourront être sanctionnés.

Seule la section disciplinaire est compétente pour prononcer des sanctions à l'égard des étudiants

Attitude irrespectueuse, fraude aux examens et à l'inscription :

Une procédure disciplinaire est mise en œuvre par le Président de l'université.

Au terme d'une procédure d'instruction, la formation de jugement de la section disciplinaire se prononce sur la sanction.

### **Article 17 : Conseil de perfectionnement**

Un conseil de perfectionnement réunissant l'équipe pédagogique, le personnel gestionnaire de scolarité et des représentants des étudiants se réunit une fois par an pour évaluer la formation et formuler des propositions d'améliorations.

### **Article 18 : Mesures transitoires**

L'étudiant qui a été admis à redoubler se voit appliquer les dispositions du présent règlement pour chacun des semestres non validés. Les éventuelles difficultés résultant de la modification de la maquette de master font l'objet d'un contrat pédagogique conclu avec le vice-doyen en charge des masters.

### **Article 19 : Dispositions spécifiques à la formation**

**Grand oral :**

Le grand oral donne lieu à une préparation d'une heure et à une présentation de 30 minutes devant un jury composé d'enseignants du master (incluant une présentation orale par l'étudiant, suivie de questions du jury).

**Participation à la clinique juridique ou à un projet de promotion :**

L'étudiant a la faculté de participer à la clinique juridique ou un projet de promotion, qui est susceptible d'être proposé par l'équipe pédagogique. Sur décision du responsable pédagogique, les étudiants du master qui ont participé activement à la clinique juridique ou à un projet de promotion peuvent obtenir une bonification comptant pour un coefficient 4. La note de bonification est attribuée, dans ce cas, par le responsable pédagogique. Cette bonification s'ajoute à celle obtenue en cas de choix d'un enseignement dans une langue autre que l'anglais. Les points au-dessus de la moyenne sont ajoutés, à titre de bonification, au total général du premier ou du second semestre sans conséquence sur le nombre de crédits.



**SUIVI DES MODIFICATIONS :**

N° de Version (1)	Date de Validation Conseil UFR	Date de Validation Conseil de CSPM	Date de Validation/ Présentation en CFVU (2)	Nature des modifications (n° article, n° paragraphe) (3)
1	08/07/2021			
			16/09/2021	

(1) N° de version du règlement d'études dans l'accréditation 2021-26

(2) Validation CFVU pour les composantes élémentaires/Présentation CFVU pour les CSPM

(3) Indiquer soit les modifications s'il y en a (dans ce cas, indiquer leur nature et dans quel article ou paragraphe, se trouve la modification) soit sans modification.